

La lourde insistance de Matignon pour placer l'un des siens à la tête de l'audiovisuel public



La présidence de France Télévisions, qui se libère cet été, serait au coeur d'importantes tractations à Matignon. Une insistance qui déplaît à l'Élysée, où l'on déplore la volonté supposée d'Edouard Philippe de remplacer des postes précédemment occupés par des femmes aux bons bilans opérationnels par des amis du Premier ministre.

Avec Etienne
Rateau

Avec l'élection de Bruno Patino, ancien directeur éditorial de la chaîne, à la tête d'Arte lundi 22 juin, Matignon a échoué à positionner l'un de ses candidats, Olivier Courson. Un premier camouflet qui pourrait en annoncer un autre. Le Premier ministre souhaiterait en effet placer l'un des siens à l'autre poste stratégique de l'audiovisuel public qui se libère cet été, à savoir la présidence de France Télévisions. Une insistance qui déplaît à l'Élysée, où l'on déplore la volonté supposée d'Edouard Philippe de remplacer des postes précédemment occupés par des femmes aux bons bilans opérationnels par des amis du Premier ministre.

Pour Matignon, un premier échec du côté d'Arte

Élu à la Présidence d'Arte, Bruno Patino poursuivra donc sa carrière au sein de la chaîne franco-allemande, dont il était précédemment directeur éditorial. Régine Hatchondo, la seule candidate assumée à ce poste et précédente directrice générale d'Arte France, faisait pourtant figure de successeur naturel de Véronique Cayla, l'ancienne présidente. Régine Hatchondo déclarait ainsi, le 28 février dernier au micro de France Info, qu'« elle adorerait être présidente d'Arte » et affirmait vouloir davantage développer les partenariats européens de la chaîne. Un cri du cœur qui n'a pas trouvé l'écho nécessaire. L'héritage assumé de Véronique Cayla semble lui avoir apporté quelques préjudices, alors que cette dernière pouvait se targuer d'un excellent bilan, permettant à Bruno Patino de prendre la tête d'une maison qu'il connaît certes parfaitement, mais reposant sur des assises financières solides et une qualité des programmes unanimement reconnue en France.

L'Élysée n'avait pas donné de consigne officieuse en coulisse pour la nomination d'un candidat et n'est donc *a priori* pas intervenue dans le processus décisionnel. Du côté de Matignon, c'est une autre histoire. Olivier Courson, ancien conseiller « culture, communication et régulation numérique » d'Edouard Philippe, a été écarté. Pourtant, Edouard Philippe semble avoir très fortement insisté pour placer son candidat qui est, aussi, son ami de 20 ans et ancien colocataire de ses années étudiantes. Ayant échoué à le faire nommer à la tête du Centre national du cinéma, il le propulse à la Cour des comptes, lui offrant de belles semaines pour faire campagne en coulisse pour la présidence d'Arte. Mais, pour Olivier Courson, rien ne s'est passé comme prévu et il voit, une nouvelle fois, son poste rêvé lui échapper. Sans doute pourra-t-il se consoler à la Cour des comptes, où sa place fraîchement octroyée par Matignon l'attend encore ?

Et pour France Télévisions ?

Pour France Télévisions, de nouveaux noms émergent. Comme le révélait Le Canard Enchaîné, il y'a quelques jours, Edouard Philippe ressentirait un besoin pressant de placer l'un de ses amis à la tête d'un poste stratégique de l'audiovisuel public. Matignon, ayant échoué à positionner son candidat chez Arte, devrait se tourner vers l'autre poste disponible à France Télévisions. Le nom de Frédéric Mion circule. C'est à gauche, au sein de cabinets ministériels, que ce brillant haut fonctionnaire a fait ses débuts avant de s'engager dans une carrière sûrement plus lucrative d'avocat d'affaires. Puis, direction l'audiovisuel privé, où il devient secrétaire général de Canal + avant, en 2013, de prendre la tête de Sciences Po. Au sein de la prestigieuse institution de la rue Saint-Guillaume s'attache, avec un certain brio, à remettre de l'ordre dans une école dont la gestion a été quelque peu entachée par les années sulfureuses de Richard Descoings. Ses liens avec Edouard Philippe ne s'arrêtent pas là. Frédéric Mion est aussi ami de la femme du Premier ministre, qui occupe aujourd'hui le poste de directrice de l'École de Droit de Sciences Po. Mais, selon le Canard, ces deux candidatures ne génèrent pas vraiment d'enthousiasme à l'Élysée où, au-delà de la compétence indéniable des sortantes, on s'inquiète de la portée symbolique de telles nominations. Remplacer deux femmes par deux hommes serait en effet très malvenu dans le contexte actuel, sachant que ces dernières peuvent se targuer de mandats globalement salués à la tête de leurs groupes respectifs. La direction de France 5 étant déjà offerte à un homme, il apparaît hautement improbable de réitérer l'affaire pour France Télévisions. Sinon à créer un petit scandale qui ajouterait à une nomination téléguidée par le pouvoir politique une approche résolument antiféministe de la haute direction du secteur public. Des critiques dont se passerait bien le couple exécutif, bousculé par l'opinion depuis de trop longs mois. De même, Frédéric Mion ne semble pas faire montre d'une motivation très prononcée pour ce poste délicat, où il faut composer avec les difficultés économiques du groupe, la très sensible réforme à venir et des syndicats en désaccord systématique avec leur direction.

Certes, pour Régine Hatchondo chez Arte, être une femme n'a pas joué en sa faveur. Mais, parité oblige, il semble logique que la tête de France Télévisions soit dévolue à une candidate. Mais, rassurons-nous, deux autres femmes sont aussi bien positionnées. Isabelle Giordano, déjà, peut compter sur une belle carrière de journaliste dans l'audiovisuel public, avec quelques passages, dans le public. Problème, elle traîne avec elle l'échec du Pass Culture, dont elle préside le comité stratégique depuis juillet 2019, encore perçu comme l'un des échecs les plus retentissants de la « macronie culturelle ». L'autre nom qui se murmure est celui de Laetitia Recayte, ancienne directrice du développement commercial de France Télévisions. Certes, avec une vingtaine d'années au sein de l'audiovisuel privé ou public, Laetitia Recayte n'a pas à rougir d'une solide expérience de terrain avec notamment la direction des filiales commerciales du groupe. Mais elle s'est, depuis avril 2017, quelque peu éloignée du métier, ouvrant même une cantine bio et végétarienne dans le très branché quartier Montmartre ou en rejoignant l'équipe municipale du maire de Cannes, en tant que consultante. Puis en devenant directrice générale de Robin and Co, une holding dédiée à la production audiovisuelle, en début d'année. Reste donc Delphine Ernotte, qui demeure, au vu de son expérience passée et d'un bilan globalement salué par le CSA, une prétendante tout à fait sérieuse à sa propre succession.